MOHCINE BELABBAS, PRÉSIDENT DU RCD :

«Pas de transition démocratique sans l'implication de la femme»

Le président du RCD estime qu'une période de transition démocratique et négociée est plus que jamais «possible», l'assujettissant, néanmoins, à une implication des femmes qui doivent, selon lui, cesser de limiter leur combat pour l'émancipation à une «simple amélioration de leur condition».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Mohcine Belabbas, qui s'exprimait, hier samedi, lors d'une cérémonie organisée à Alger à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme, a partagé avec des militantes et cadres du parti, sa conviction quant à la «possibilité» d'une période de transition «démocratique et négociée». Car pour lui, bien d'indicateurs y plaident citant, notamment, ces «nombreuses manifestations et contestations» qui rythment la vie nationale, qui peuvent «modifier le rapport de force entre le pouvoir et la société», en faveur, bien entendu de ce dernier. Cela dit, Belabbas, et profitant de l'événement, ce «vœu» de larges pans de la société dont a fait sien l'opposition regroupée au sein de la CNLTD puis l'ICSO, ne peut se matérialiser «sans l'implication des femmes qui constituent la majorité dans notre société». D'où son appel à ces mêmes femmes à «cesser de limiter leur combat pour l'émancipation à une «simple amélioration de leur condition» et se projeter à assumer un «rôle politique, social et économique au même titre que l'homme».

Une transition démocratique qui s'impose de plus, poursuivra le président du RCD, pour qui «jamais l'avenir de notre nation n'a été autant menacé par les errements, l'autisme et les indécisions des tenants du pouvoir».

Estimant que «l'on ne peut à la fois sauver le pays et le régime», Belabbas relèvera la «fuite en avant» du «régime qui ne cesse de prouver qu'il n'a aucune solution de rechange en dehors de prolonger sa propre survie», relevant, au passage, «la menace de chaos et de décomposition que la politique de corruption, de l'impunité».

Le président du RCD qui relèvera l'insuffisante présence des femmes dans le milieu de la prise de décision et de l'exercice de la responsabilité politique que ce soit dans les institutions de l'Etat, dans les partis politiques ou dans les syndicats, en raison de pesanteurs et d'obligations sociales que la femme travailleuse assume parfois seule dans la famille, fera part d'assises nationales des femmes. Ce rendez-vous qui interviendra au début du mois de juin prochain, permettra d'offrir aux militantes du parti qui se sont toujours imposées dans ses structures par leurs compétences et engagements, un cadre à même d'aider «à la promotion du rôle des femmes dans le parti et multiplier les facteurs d'une participation plus active à la vie politique». «L'objectif n'est pas d'accroître superficiellement le nombre de femmes politiques, sans leur garantir aucun pouvoir décisionnel ni une quelconque influence, comme c'est le cas des réformes introduites par le pouvoir en 2011», précisera le président du RCD.

M. K.

ORAN

Mokri se déchaîne

L'intervention de l'armée pour gérer la situation à In Salah est, pour le président du MSP, un aveu d'échec du gouvernement qui s'est vu contraint de recourir à cette institution. «Incapable de gérer cette question, le gouvernement a demandé à l'armée son aide. Mais dans ce cas, que peut faire le citoyen lorsqu'il se retrouve face à l'armée ? Cela veut dire ou bien tu te tais et tu ne revendiques plus tes droits ou sinon tu seras en confrontation avec l'armée ?!» En principe, poursuit-il, l'institution militaire ne devrait pas être mêlée à une telle question qui représente un débat de société, un débat politique.

C'est dans le cadre des activités de son parti que Abderrezak Mokri, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), était hier à Oran où sa présence coïncidait avec une manifestation organisée dans le cadre des festivités du 8 Mars, où des femmes ont défilé en haïk au niveau de la place du 1er-Novembre (ex-place d'Armes).

L'occasion pour le chef de file du parti islamiste de prendre la pose au milieu de ces femmes et de dire que le haïk est un habit traditionnel connu en Algérie et porté bien avant l'apparition du voile (le hidjab).

Concernant le projet de loi pénalisant les violences faites aux femmes et dont son parti a tenté de faire pression sur le gouvernement pour qu'il retire ce projet qu'il qualifie de «contraire aux préceptes de l'islam», le président du MSP estime que cette loi va causer des troubles au sein de la famille, en citant des exemples qui mettent à chaque fois en cause la femme qui pourrait dépasser certaines limites et il s'offusque que dans le cadre de cette loi «le père par exemple ne pourra pas intervenir ne serait-ce qu'en lui criant dessus ou en la punissant». L'intervenant n'a pas cessé de mettre en cause la femme qui dépasserait les limites de la bienséance et qui irait, dit-il, jusqu'à accuser à tort son père, son époux… «Je refuse qu'un juge se mêle de ma vie de famille !»

Tentant de replacer le débat, nous invitons M. Mokri à parler des cas de la femme brutalisée ou harcelée : qu'en est-il du rôle de cette loi dans ces cas précis et concrets ? Sa réponse «la femme est faible, et lorsque nous allons dans les tribunaux les statistiques sont claires, ceux qui brutalisent la femme, ce sont les ivrognes, les drogués et les dépravés… Ceux qui violentent la femme n'ont rien à voir avec ceux qui pratiquent l'islam».

Pour le président du MSP, le régime politique qui gère ces questions de manière anticonstitutionnelle comme ce fut le cas au Parlement, n'est pas l'émanation du peuple. Puis il citera le verset coranique qui évoque le fait de frapper une femme. Expliquant qu'avant tout il faut tenter de la raisonner, puis de l'ignorer en lui faisant comprendre que l'homme est fâché et ce n'est qu'après qu'il peut la corriger corporellement mais avec certaines règles, pas brutalement. «Ceux qui ne croient pas en ce verset qu'ils disent qu'ils ne sont pas musulmans. On est dans un pays musulman et quand on vient me faire une loi qui interdit à l'homme de gérer sa famille risquant d'être confronté à la justice, dans ce cas ils sont en train de créer une collision avec l'islam par cette loi et pousser à de graves problèmes et dérives.»

Revenant sur la question de l'intervention de l'armée à In Salah, Abderezak Mokri dira «Pourquoi cette rapidité de faire intervenir l'armée à In Salah alors que cela n'a pas été le cas pour Ghardaïa ? Je ne dis pas que je suis pour l'intervention de l'armée, mais je pose la question de ce choix pour In Salah. Tout simplement parce qu'à In Salah il y a le pétrole ! Dès lors que les manifestants se sont approchés de l'entreprise Halliburton, ça s'est enflammé. C'est dire qu'il y a une volonté de protéger cette société et ses semblables. Il faut dire qu'Halliburton a détruit l'Irak, et aujourd'hui le régime politique est au service de Dick Cheney. On ne veut pas que l'Etat serve les intérêts des Américains».

Concernant le déplacement des membres de la CNLCD à In Salah, l'intervenant dira qu'ils n'ont pas à attendre une permission pour s'y rendre. «Pour se déplacer dans notre pays, on n'a pas besoin d'autorisation et si on arrive à cela ce sera très grave de demander la permission aux autorités pour aller à In Salah.»

A. B.

ABSENCES RÉCURRENTES À L'APN

Le PRA dénonce l'irresponsabilité des députés

Le Parti du renouveau algérien (PRA) dénonce l'«irresponsabilité» des députés ayant boycotté la séance d'adoption des amendements du code pénal relatifs à la pénalisation des actes de violence faites aux femmes jeudi dernier, à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Pour son président, Lakhdar Belmahi, l'absence «flagrante» de la majorité des députés à cette séance est synonyme d'«indifférence».

Evoquant la question du gaz de schiste, le président du PRA estime qu'il y a rupture de confiance entre le peuple et le pouvoir. Selon lui, cette confiance ne peut être reconquise qu'à travers le dialogue.

«Le gaz de schiste est une richesse naturelle et tout ce qui est naturel ne déforme en rien, ni l'environnement ni autre», a-t-il assuré en marge de la réunion de son bureau national tenue hier, à Alger. D'ailleurs, poursuit-il, «qu'il faudrait dix années d'études approfondies avant de commencer l'exploitation du gaz de schiste».

Il précise également qu'il faut d'abord attendre le rapport final des experts et celui du ministère de l'Environnement.

Affichant sa compréhension quant au «malaise social» des gens du Sud, Lakhdar Belmahi souligne que le gaz de schiste demeure une richesse nationale au profit de toute l'Algérie.

Ry. N.

AVEC LA PARTICIPATION DE 108 EXPOSANTS

Ouverture hier du Salon national de la microactivité à Alger

Sous le thème «l'inclusion socio-économique par microcrédit, un modèle à promouvoir», le Salon national de la microactivité a ouvert hier ses portes à l'office Riadh El Feth d'Alger.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Inauguré par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ce salon s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale visant l'intégration socio-économique des personnes vulnérables, notamment les personnes handicapées et la femme. Pour le ministère de tutelle, le salon a pour objectif principal de traduire la détermination de l'Etat vis-à-vis de la prise en charge de cette catégorie de personnes. «Cet engagement vise à encourager cette population à se départir de la situation d'assistanat dans laquelle elle se trouve souvent, à sortir de son confinement au sein du foyer et de découvrir de nouveaux horizons qui la rendraient moins vulnérable, plus autonome, plus épanouie», selon la même source. Ce salon qui s'étalera jusqu'au 10 mars prochain, a vu la participation de 108 exposants, dont la plupart sont des femmes. Proposant des activités originales, ces exposants activent notamment dans l'industrie alimentaire, l'artisanat, l'environnement et autres services. En marge de ce salon, il a été mis en place un stand animé par les accompagnateurs de l'Angem, réservé notamment à l'accueil des citoyens intéressés par le dispositif du micro-crédit et pour lesquels des cas de simulations d'études techno-économiques de leurs idées de projets seront réalisés sur place. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a fait savoir que l'organisation de ce salon s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la femme et la Journée nationale des handicapés prévue pour le 14 mars prochain. «En 2014, environ plus de 140 000 personnes ont bénéficié de micro-crédits alors qu'en 2015, plus de 142 000 personnes seront bénéficiaires», a indiqué Mme Mounia Meslem, précisant que 62% des bénéficiaires sont des femmes. Indiquant que le prêt peut atteindre 1 million de dinars, la même source a ajouté que le taux de réussite a avoisiné les 80%.

«Certains bénéficiaires de ces projets pourraient occuper les locaux construits dans le cadre du projet présidentiel de 100 locaux par commune, et ce, selon leur disponibilité. D'ailleurs, cette opération s'effectue en concertation avec les walis», ajoute la ministre.

S. B.